

Service Prévention des Risques Anthropiques
Pôle Risques Accidentels
5 rue Hinzelin
CS 50551
57009 METZ CEDEX

Metz, le 30 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS

BP 7
67610 La Wantzenau

Code AIOT : 0006700526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS implanté ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau. L'inspection a été annoncée le 20/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS
- ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau
- Code AIOT : 0006700526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARLANXEO exploite des installations de fabrication de caoutchoucs synthétiques soumises à autorisation (SEVESO IED), réglementées par l'arrêté préfectoral modificatif du 16 mars 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dossier de fabrication	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Suivi en service des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Mise en demeure, respect de prescription, Amende	3 mois
6	Contenu et rapport d'inspection périodique des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16 & 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours, 3 mois
7	Requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Amende, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Etat des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
9	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de cette inspection portent sur l'exploitation des équipements sous pression du site. Les points de contrôle étudiés par sondage à l'occasion de cette inspection ont révélé des écarts au niveau du suivi des équipements sous pression.

Il a été notamment constaté des non-conformités au niveau des dossiers d'exploitation, du suivi en service des tuyauteries, du respect des échéances des contrôles réglementaires et de l'état des équipements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant tient à jour deux listes : une pour les récipients et générateur de vapeur et une pour les tuyauteries. Elles comprennent l'ensemble des éléments requis par l'article 6. III de l'arrêté susvisé. Elles indiquent cependant des retard de contrôles réglementaires pour les équipements en service suivants : <ul style="list-style-type: none">- bouteille ARI n°1022 (retard inspection périodique)- réservoir hydrophore du poste grinnel n°20 & 21 & 22 (retard inspection périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°53223442 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°53223443 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°53223445 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°53223446 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°53223447 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°53223448 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°53223453 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°53223456 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°53223461 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°53223462 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°54096010 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°54103614 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°54103654 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°54103655 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°54103656 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°54103967 (retard requalification périodique)- bouteille protection incendie - Argon n°54249754 (retard requalification périodique) D'autres équipements présentent des retards de contrôle réglementaires dans les listes. L'exploitant a déclaré et a fourni les preuves que ces équipements sont hors service ou ont subi les contrôles réglementaires requis : <ul style="list-style-type: none">- D__4283 20/01/2019 (mis hors service)- P_0003_U__OL (mis hors service et remplacé le 18/06/2025)- I__7700__OL 18/12/2024, (mis hors service et remplacé le 18/06/2025)- I__7657__OL 18/12/2024, (mis hors service et remplacé le 18/06/2025)- ARI 22370, 01/05/2024 (requalifié en 05/2024)

A noter que plusieurs équipements en retard de contrôle réglementaire ont fait l'objet d'un contrôle ou d'un remplacement entre le moment de l'annonce de l'inspection et le jour de la visite d'inspection

Ces listes comprennent également les équipements exploités par ENGIE. ENGIE possède des installations présentes sur le site d'ARLANXEO afin de fournir de la vapeur.

D'après les déclarations d'ARLANXEO, ENGIE est propriétaire des équipements sous pression. Au sens de la réglementation relative aux équipements sous pression, ENGIE est l'exploitant de ces équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier de fabrication

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

[...]

Constats :

L'examen a été mené par sondage.

Les informations relatives à la fabrication des équipements sous pression suivants ont été consultés :

- sphère n°D_6102 : état descriptif, plans et identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglages
- réacteur n°R_1250 : état descriptif, plans et identification d'un accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglages
- tuyauterie n°16".FR.1302.01.B02 : dossier reconstitué, plans et identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglages
- tuyauterie n°8".688.P : dossier reconstitué, plans et identification d'un accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglages
- ballon n°D9422 : état descriptif, plans et identification d'un accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglages

<p>L'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage est incomplète concernant les équipements n°R1250 et n°8''688.P. En effet, il a été constaté que des disques de rupture sont installées en amont des soupapes protégeant les équipements précités. Ces disques de rupture ne sont pas identifiés dans les dossiers des équipements alors qu'ils constituent également des accessoires de sécurité.</p> <p>En conséquence, ces accessoires de sécurité ne sont pas vérifiés lors des contrôles réglementaires réalisés par des organismes habilités imposés par l'arrêté ministériel susvisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>[...]</p> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.
<p>Constats :</p> <p>L'examen a été mené par sondage.</p> <p>Les informations relatives à l'exploitation des équipements sous pression suivants ont été consultées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sphère n°D_6102 : registre, dernier compte rendu d'inspection périodique n°542424 de février 2025, dernière attestation de requalification périodique de novembre 2015, attestation de conformité après intervention du 28/02/2025, plan de contrôle du 08/02/2013 - réacteur n°R_1250 : registre, dernier compte rendu d'inspection périodique, dernière attestation

<p>de requalification périodique</p> <ul style="list-style-type: none"> - tuyauterie n°16''.FR.1302.01.B02 : registre, dernier compte rendu d'inspection périodique - tuyauterie n°8''.688.P : registre, dernier compte rendu d'inspection périodique - ballon n°D9422 : registre, dernier compte rendu d'inspection périodique, dernière attestation de requalification périodique, plan de contrôle du 18/06/2013. <p>En conséquence, les dossiers d'exploitation des tuyauteries précitées, soumises à inspection périodique, ne présentent pas de programmes de contrôles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suivi en service des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les tuyauteries n°16''.FR.1302.01.B02 et n°8''.688.P ne font pas l'objet de programme de contrôle définissant la nature et la période maximale des inspections périodiques.</p> <p>Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré qu'aucune tuyauterie exploitée sur le site et soumise aux exigences de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ne fait l'objet d'un programme de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. [...]
Constats : L'ensemble des comptes-rendus d'inspection périodique examinés pour les équipements cités dans les point 2 et 3 conclut à la conformité des équipements. Les périodicités des inspections ont été respectées. Cependant comme mentionné au point 1, les équipements bouteille ARI n°1022 et réservoir hydrophore du poste grinnel n°20 & 21 & 22 sont en service alors que l'échéance d'inspection périodique est échue. L'équipement bouteille ARI n°1022 a été mis hors service durant l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Amende
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Contenu et rapport d'inspection périodique des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16 & 17
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : <u>Article 16</u> I. - L'inspection périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3. II. - L'inspection périodique comprend : <ul style="list-style-type: none">• une vérification extérieure ;• une vérification intérieure dans le cas :<ul style="list-style-type: none">- des générateurs de vapeur ;- des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification périodique. D'autres dispenses de vérification intérieure pour des équipements maintenus sous atmosphère de butane ou propane commercial ou d'autres gaz sont possibles dans le respect des dispositions de l'annexe 1 ou des décisions qui y sont référencées. [...] <ul style="list-style-type: none">• une vérification des accessoires de sécurité ;• et des investigations complémentaires, autant que de besoin. [...] <u>Article 17</u> [...] II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. [...]
Constats : Conformément aux prescriptions susvisées, l'inspection périodique doit comprendre une vérification des accessoires de sécurité. Or, le rapport d'inspection périodique du 26 février 2019 de la tuyauterie n°16''.FR.1302.01.B02 ne mentionne pas les résultats de cette vérification. Il existe un risque que la vérification des accessoires de sécurité ne soient pas réalisée par l'exploitant lors des inspections périodiques des équipements soumis à l'arrêté ministériel susvisé. A noter que l'exploitant réalise lui-même les inspections périodiques des tuyauteries.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours, 3 mois

N° 7 : Requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...]
Constats : L'ensemble des attestations de requalification périodique examinées pour les équipements cités dans les points 2 et 3 conclut à la conformité des équipements. Les périodicités ont été respectées. Cependant comme mentionné au point 1, 17 bouteilles de protection incendie - Argon sont en service alors que l'échéance de requalification périodique est échue. Ces bouteilles portent les identifications suivantes : <ul style="list-style-type: none">- n°53223442- n°53223443- n°53223445- n°53223446- n°53223447- n°53223448- n°53223453- n°53223456- n°53223461- n°53223462- n°54096010

<ul style="list-style-type: none"> - n°54103614 - n°54103654 - n°54103655 - n°54103656 - n°54103967 - n°54249754
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Etat des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les parties visibles du ballon n° D9422, du réacteur n°R_1250 de la tuyauterie n°16".FR.1302.01.B02 et de la tuyauterie n°8".688.P sont maintenues en bon état et que ces équipements sont à jour de leurs contrôles réglementaires.</p> <p>En revanche, la plaque signalétique du ballon n°D9422 n'est plus lisible et ne permet plus d'identifier les marquages réglementairement exigibles.</p> <p>Les sphères n°D6141 et D6102 présentent des dépôts noirs vraisemblablement liées à un développement de micro-organismes. Ces sphères sont arrosées avec de l'eau de la nappe phréatique.</p> <p>Il existe un risque que ces micro-organismes soient nocifs pour les parois de l'équipement et provoquent des défauts d'intégrité. En effet, des micro-organismes notamment certaines bactéries peuvent entraîner des corrosions.</p> <p>Par ailleurs, les dépôts précités ne permettent pas de réaliser de façon exhaustive les visites extérieures requises lors des inspections et requalifications périodiques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.[...]V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.[...]Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.
Constats : L'examen a été mené par sondage. Il a été constaté que le réacteur R1250, le ballon D9422 et les tuyauteries n°16".FR.1302.01.B02 et n°8".688.P sont protégés par des soupapes réglées en deçà de la pression maximal admissible de l'équipement. A noter qu'un disque de rupture présentant un marquage CE est installé en amont de la soupape qui protège le réacteur R1250 (PS = 10 bar). La pression d'éclatement du disque est de 8,4 bar et la pression de début d'ouverture de la soupape est 7,8 bar. Il en est de même pour la tuyauterie n°8".688.P ,la pression d'éclatement du disque est de 3,9 bar et la pression de début d'ouverture de la soupape est 3,7 bar. (cf. point de contrôle dossier d'exploitation)
Type de suites proposées : Sans suite